



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20250404-2025-42-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/04/2025
Publication : 11/04/2025

Pour le Maire



Table des matières

Rappel réglementaire	4
Partie I — Contexte économique, financier et fiscal pour l'exercice 2024.....	6
1. Le cadre général des relations État-collectivités et l'état des finances locales	6
1.1. La relation institutionnelle et financière entre l'État et les collectivités locales	6
1.2. L'évolution de la situation financière des collectivités	6
2. Les contraintes économiques, budgétaires et financières de l'État et leurs incidences sur le monde local.....	8
1.1. Les contraintes économiques, budgétaires et financières de l'État	8
1.2. Les incidences sur les collectivités locales	9
3. Les dispositions de la loi de finances pour 2025	10
Partie III — Synthèse financière et fiscale du budget principal.....	11
1. Une amélioration du compte administratif par rapport à 2023	11
1.1. Résultats prévisionnels 2024 et fonds de roulement	11
1.2. Évolution 2022-2024 des dépenses de fonctionnement	12
1.3. Évolution 2022-2024 des recettes de fonctionnement	13
1.4. Évolution de la fiscalité	15
1.5. Évolution de la dotation globale de fonctionnement	16
1.6. Évolution des soldes intermédiaires de gestion	16
1.7. Évolution de la section d'investissement	18
1.8. Mode de financement des investissements	19
2. Une programmation des investissements ambitieuse.....	20
1.1. Prévisions d'investissement.....	20
1.2. Le financement des investissements	23
3. Une programmation pluriannuelle de la section de fonctionnement « prudente ».....	23
1.1. Dépenses de fonctionnement	23
1.2. Recettes de fonctionnement.....	24
4. Grands équilibres financiers et soldes intermédiaires de gestion	26
5. Les budgets annexes	26
1.1. Budget Eau potable	26
1.2. Budget Assainissement.....	27
6. La politique en matière de Ressources Humaines.....	29
1.1. Structure des effectifs	29
1.2. Structure de la rémunération et évolution prévisionnelle	31
1.3. Absentéisme	32
1.4. Avantages en nature.....	32
1.5. Heures supplémentaires	33
1.6. Temps de travail.....	33

7.	La gestion de la dette.....	35
1.1.	Répartition, diversification et gestion du risque.....	35
1.2.	Évolution de l'endettement du budget principal.....	36
1.3.	Profil d'extinction de la dette au 31 décembre 2024.....	37

Rappel réglementaire

✓ Le Débat d'Orientation Budgétaire (le DOB)

Le DOB constitue une étape impérative avant l'adoption du budget primitif pour les régions, les départements, toutes les collectivités de 3 500 habitants et plus, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), les syndicats intercommunaux et syndicats mixtes qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus. Ces dispositions s'appliquent également aux établissements publics administratifs et aux établissements publics industriels et commerciaux rattachés aux précédents.

Selon la jurisprudence, la tenue du DOB constitue une formalité préalable substantielle à l'adoption du budget primitif. Dès lors, la délibération sur le budget qui n'aurait pas été précédée d'un débat d'orientation budgétaire serait entachée d'illégalité.

Il est pris acte du débat d'orientation budgétaire par une délibération de l'assemblée délibérante qui doit faire l'objet d'un vote. Par son vote, l'assemblée délibérante prend acte de la tenue du débat et de l'existence du rapport sur la base duquel se tient le DOB et qui doit avoir été transmis à l'ensemble des conseillers.

La tenue du DOB doit avoir lieu dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif et dans un délai raisonnable avant la séance de vote du budget afin que les élus disposent du temps de réflexion et de préparation nécessaire pour délibérer. Il ne peut intervenir ni le même jour ni lors de la même séance que le vote du budget.

✓ Rapport d'Orientations Budgétaires (le ROB)

Le débat d'orientation budgétaire doit faire l'objet d'un rapport conformément aux articles L.2312-1, L.3312-1 et L.5211-36 du CGCT.

Selon la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), traduit dans l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et le décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 qui précise le contenu ainsi que les modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires, pour les communes d'au moins 3 500 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus, les départements, ce rapport doit comporter :

- *« Les orientations budgétaires envisagées, portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la collectivité et le groupement dont elle est membre ;*
- *La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des recettes et des dépenses. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme ;*
- *Les informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de la dette et les perspectives pour le projet de budget ;*
- *La présentation de la structure des effectifs ainsi que des dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les avantages en nature et les heures supplémentaires rémunérées ;*
- *En outre, le ROB présente l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget ».*

Partie I — Contexte économique, financier et fiscal pour l'exercice 2024

1. Le cadre général des relations État-collectivités et l'état des finances locales

1.1. La relation institutionnelle et financière entre l'État et les collectivités locales

Ces dernières années, plusieurs réformes fiscales ont redéfini le cadre des relations financières entre l'État et les collectivités. L'exonération progressive de la taxe d'habitation, compensée par une fraction de TVA, et la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), remplacée également par une fraction de TVA, ont réduit l'autonomie fiscale des collectivités en augmentant leur dépendance aux dotations de l'État. Ce transfert de ressources génère des incertitudes pour les budgets locaux, notamment face à des variations économiques imprévisibles, tout en limitant leur marge de manœuvre pour répondre aux besoins spécifiques de leurs territoires.

Dans le cadre des efforts pour maîtriser les finances publiques, l'État avait instauré, entre 2014 et 2017, les contrats de Cahors, qui visaient à encadrer l'évolution des dépenses de fonctionnement des collectivités les plus importantes. La loi de programmation des finances publiques 2023-2027, bien qu'elle n'impose pas de contraintes juridiquement contraignantes, fixe néanmoins un objectif ambitieux : limiter la progression des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités à un maximum de +0,5 % par an en volume. De plus, le projet de loi de finances pour 2025 prévoit une réduction globale d'au moins 10 milliards d'euros sur les budgets du bloc communal, renforçant ainsi les pressions budgétaires déjà fortes qui pèsent sur les finances locales.

Ces orientations budgétaires visent à garantir la soutenabilité des finances publiques dans un contexte de déficits croissants, mais elles placent les collectivités face à des arbitrages particulièrement complexes. Elles doivent, d'une part, respecter les objectifs nationaux de maîtrise budgétaire et, d'autre part, répondre à des attentes locales toujours plus pressantes, notamment en matière de services publics de proximité et d'investissements dans des projets structurants. Ces tensions sont d'autant plus vives dans le cadre des enjeux liés à la transition écologique, qui nécessitent des financements significatifs pour répondre aux défis climatiques et environnementaux tout en maintenant la cohésion sociale et territoriale.

1.2. L'évolution de la situation financière des collectivités

L'analyse des finances locales met en évidence une importante hétérogénéité dans la situation des collectivités territoriales. Les régions et les départements figurent parmi les plus touchés par des difficultés financières, enregistrant des baisses significatives de leurs capacités d'épargne. En revanche, le bloc communal a su améliorer son autofinancement, et ce, malgré un contexte économique tendu marqué par une inflation record en 2022 et 2023.

Les dépenses de fonctionnement ont progressé de 6,2 %, soit au-delà de l'inflation constatée sur la période (+ 4,9 %). Cette augmentation est principalement due à plusieurs facteurs, dont la revalorisation de la masse salariale, les hausses des coûts liés aux achats, et l'accroissement des dépenses d'action sociale pour répondre aux besoins croissants de la population.

Du côté des recettes, une progression de 3,9 % a été enregistrée, soutenue par la forte revalorisation des bases fiscales (+ 7,1 %) en lien avec l'inflation. Cependant, cette dynamique

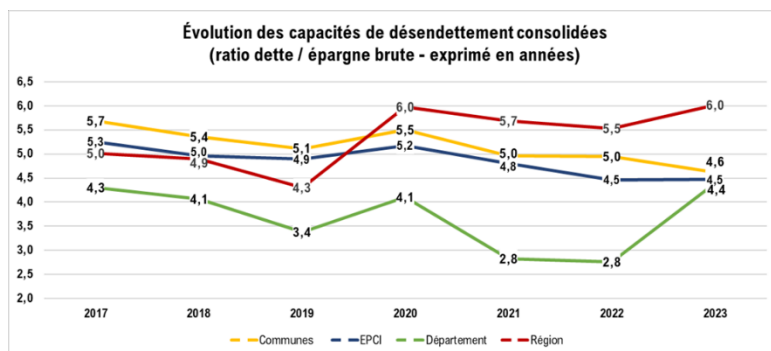
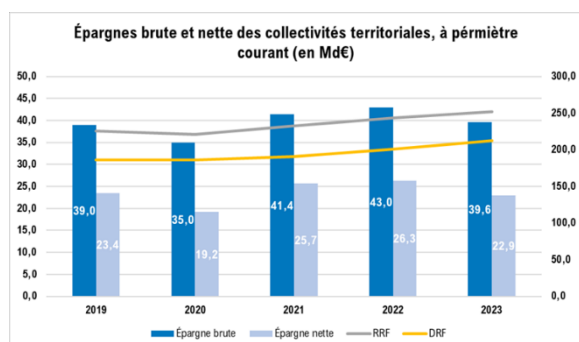
a été amoindrie par une chute marquée des droits de mutation à titre onéreux (DMTO), en recul de 22,3 % en raison du ralentissement de l'activité immobilière.

Cette évolution déséquilibrée entre les dépenses et les recettes a conduit à une diminution de l'épargne brute de 6,4 %. Les régions (- 5,0 %) et les départements (- 38,2 %) sont les plus concernés par cette baisse, alors que le bloc communal a réussi à afficher une progression de 5,4 %, permettant de limiter l'ampleur de ce recul global.

Malgré ces tensions, les investissements sont restés dynamiques, avec une hausse des dépenses d'investissement (hors dette) de 7,5 %, bien que cette augmentation soit en partie attribuable à l'inflation des coûts de réalisation.

Le recours à l'endettement a quant à lui été modéré. Les emprunts nouveaux ont diminué de 2,6 %, traduisant une certaine prudence des collectivités, tandis que l'encours de dette a légèrement progressé de 1,2 %. Pour répondre aux besoins de financement, certaines collectivités ont également choisi de prélever sur leur trésorerie disponible.

Ainsi, si le bloc communal fait preuve de résilience, les régions et les départements doivent faire face à des tensions financières accrues. La maîtrise des dépenses d'investissement et le recours limité à l'endettement témoignent d'une gestion prudente, mais dans un contexte économique toujours marqué par l'incertitude et l'inflation.



En 2024, les collectivités du bloc communal devraient enregistrer un repli de leur épargne brute de l'ordre de 4,4 %, après une année 2023 où celle-ci était encore en hausse. Cette évolution s'inscrit dans la continuité de l'effet de ciseau déjà observé en 2023, qui s'accroîtrait cette année. Les recettes de fonctionnement connaîtraient une croissance de 3,1 %, tandis que les dépenses de fonctionnement augmenteraient plus rapidement, à hauteur de 4,8 %.

Malgré ce contexte financier tendu, les politiques d'investissement des collectivités ne seraient pas remises en cause. Une progression significative de 8,6 % des dépenses d'investissement est attendue, marquant une dynamique traditionnelle en fin de mandat. Pour financer ces investissements, un prélèvement sur le fonds de roulement devrait être observé, témoignant de l'utilisation des réserves financières disponibles.

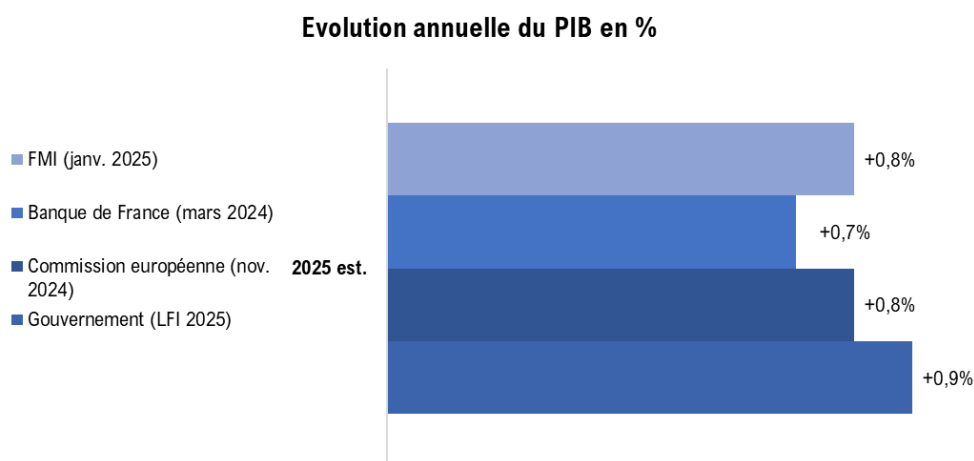
Les collectivités devraient également avoir recours à un endettement accru pour soutenir cet effort d'investissement, avec une reprise à la hausse des emprunts. Toutefois, la progression de l'encours de dette resterait contenue, avec une augmentation limitée à 2,1 %.

2. Les contraintes économiques, budgétaires et financières de l'État et leurs incidences sur le monde local

1.1. Les contraintes économiques, budgétaires et financières de l'État

L'État français évolue dans un contexte économique mondial marqué par une reprise modérée. La croissance mondiale, qui s'est établie à environ 3 % en moyenne annuelle en 2023, devrait se maintenir à un rythme similaire en 2024 et 2025 selon les projections du Trésor et des organisations internationales. Toutefois, la dynamique reste contrastée selon les régions. Dans la zone euro, la croissance au deuxième trimestre 2024 n'a été que de +0,2 %, traduisant des disparités importantes : l'Espagne a enregistré une croissance robuste (+2,4 % à mi-année), tandis que l'Allemagne stagne avec une croissance nulle sur la même période.

Au niveau national, après une croissance du PIB de +0,9 % en 2023, l'objectif du gouvernement fixé dans le projet de loi de finances (PLF) pour 2024 tablait sur une croissance de 1,4 %. Les dernières données situent l'exercice 2024 autour de +1,1 %, porté principalement par une contribution extérieure positive et une demande publique stable à contrario de la consommation des ménages qui reste atone, tandis que les investissements des entreprises continuent de reculer, une tendance amorcée depuis fin 2023.



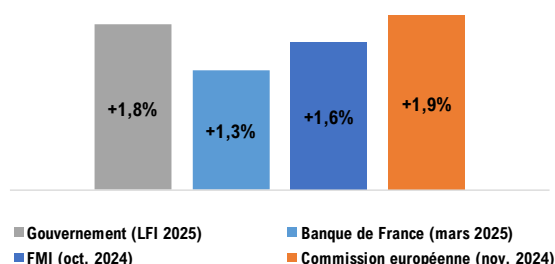
Pour rappel, le PIB est un indicateur économique permettant de mesurer la production de richesse d'un pays. Il est calculé à partir de la valeur ajoutée des entreprises et des comptes des administrations.

Pour 2025, l'ensemble des prévisions convergent vers un retrait par rapport à 2024. Les dernières prévisions, celles de la Banque de France, tablent sur une croissance du PIB de 0,7 %.

En matière d'inflation, le PLF 2024 prévoyait une hausse des prix de 2,6 %. Les chiffres récents montrent une inflation moyenne à +2,3 %, expliquée par le recul des prix du pétrole et un ralentissement de la progression des prix alimentaires (+0,5 % en septembre 2024, contre +9,7 % un an plus tôt).

Pour 2025, le gouvernement table sur une inflation de 1,8 %, une estimation jugée légèrement élevée par le Haut Conseil des Finances Publiques, notamment comparée à celle de la Banque de France (+1,3 %).

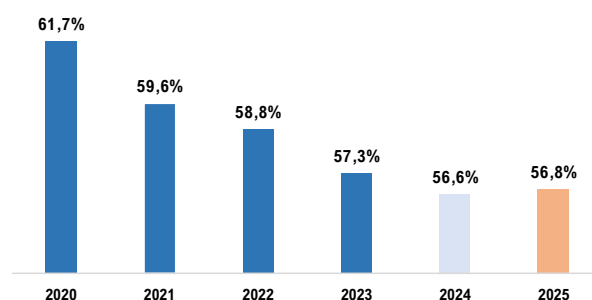
Prévisions d'inflation 2025 en %



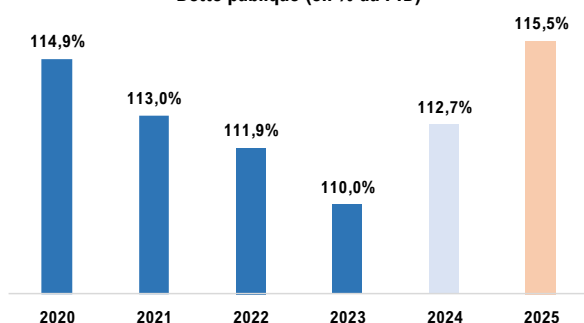
Concernant les finances publiques, le PLF 2025 prévoit une augmentation des dépenses de l'État de +2,1 % en valeur (+0,4 % en volume), avec un recul de leur poids dans le PIB, passant de 56,8 % en 2024 à 56,3 %.

Les recettes devraient croître de 61 milliards d'euros (+4,9 %), notamment grâce à une hausse spontanée de la TVA estimée à +2,2 %. Le déficit public, qui a atteint -6,1 % du PIB en 2024, devrait se réduire à -5,0 % en 2025.

Dépenses publiques (en % du PIB)



Dette publique (en % du PIB)



Quant au ratio de dette publique, après une diminution de 5 points entre 2020 et 2023 (établi à 110 % du PIB), il repart à la hausse en raison d'un déficit structurel important et d'une croissance nominale plus faible. La France devient ainsi le troisième pays le plus endetté de la zone euro, derrière l'Italie et la Grèce.

1.2. Les incidences sur les collectivités locales

Ce contexte économique et budgétaire aura des répercussions significatives sur le monde local, confronté à des contraintes croissantes. La baisse des investissements des entreprises et la stagnation de la consommation des ménages risquent de limiter les ressources fiscales locales, notamment celles liées à la TVA et aux droits de mutation, déjà sensibles à l'activité économique.

Enfin, les collectivités locales devront jongler avec ces contraintes tout en répondant aux enjeux stratégiques tels que la transition écologique, les infrastructures et les besoins sociaux, dans un environnement où leur autonomie fiscale se réduit progressivement. Cela nécessite une anticipation rigoureuse et des arbitrages difficiles pour préserver leur résilience économique et territoriale.

3. Les dispositions de la loi de finances pour 2025

Après la démission du gouvernement Barnier, intervenue le 5 décembre 2024 suite au vote de la motion de censure par le Parlement, un gouvernement Bayrou a été mis en place à partir du 13 décembre 2024.

Ce gouvernement a soumis un projet de loi de finances qui a suivi le parcours d'adoption normal d'une loi de finances. Toutefois, le texte issu de la commission mixte paritaire n'a pas été voté, mais adopté par la procédure prévue par l'article 49 alinéa 3 de la Constitution de 1958, qui permet l'adoption d'un texte par engagement de la responsabilité du gouvernement.

Le texte a été publié au Journal officiel le 15 février 2025 et est donc en vigueur. Ce texte réduit à 2,2 milliards d'euros la contribution au redressement du déficit public, contre 5 milliards prévus initialement dans le projet de loi de finances du gouvernement Barnier. En voici les principales dispositions :

- **Augmentation de la DGF de 150 M€, répartie comme suit :**
 - **+ 150 M€ pour la DSR**
 - **+ 150 M€ pour la DSU**
 - **140 M€ pour la DF et la DSIL**
- **Possibilité, pour les conseils départementaux, par dérogation à l'article 1594 D du CGI, de relever le taux de la taxe sur la publicité foncière ou du droit d'enregistrement au-delà du plafond actuel de 4,5 %, sans excéder 5 %.**
- **Maintien de l'éligibilité à la cotisation foncière des entreprises (CFE) après cessation d'activité, jusqu'à la remise en état du site.**
- **Baisse de l'indemnisation des fonctionnaires placés en congé de maladie. Ainsi, le fonctionnaire en congé de maladie perçoit, pendant trois mois, non plus l'intégralité de son traitement, mais 90 %.**
- **Gel de la compensation de TVA versée aux collectivités. La minoration du montant des recettes qui en résulte représenterait 1,2 milliard d'euros.**
- **Création d'un versement mobilité régional ponctionnant un montant correspondant à 0,5 % de la masse salariale des entreprises de plus de 11 salariés pour permettre le financement des trains régionaux.**
- **Création du « dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales » (DILICO) (concerne 2 099 collectivités pour un effort global de 1 Md€).**

Dotations (en M€)	Année	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
DETR	2024	1 046	916
	2025	1 046	924
DSIL	2024	570	549
	2025	420	382
DPV	2024	150	128
	2025	150	140
Fonds vert	2024	2 500	1 125
	2025	1 150	1 124

Partie III — Synthèse financière et fiscale du budget principal

1. Une amélioration du compte administratif par rapport à 2023

1.1. Résultats prévisionnels 2024 et fonds de roulement

Le tableau ci-dessous met en évidence les résultats du budget principal de la Ville sur les trois dernières années.

Le principal constat de ce tableau est la croissance du fonds de roulement sur la période. Il augmente de 2 217 k€ entre 2022 et 2024, soit une augmentation moyenne de 27 % par an. Fin 2024, il est de 5 803 k€ représentant plus de 10 mois de dépenses de personnel.

Le fonds de roulement de la commune correspond à **sa trésorerie disponible au moment de la clôture de l'exercice**.

- Le fonds de roulement se décompose entre :
 - Le résultat de fonctionnement
 - Le résultat d'investissement

Cette hausse permettra notamment à la Ville de mobiliser son fonds de roulement pour le financement de ses investissements à venir.

En K€	2022	2023	2024 est.
Dépenses de fonctionnement	11 837	12 322	13 997
Recettes de fonctionnement	13 652	14 561	16 158
Reports N-1	2 625	3 039	3 177
Dépenses d'investissement	2 335	3 197	3 942
Recettes d'investissement	3 609	2 817	5 643
Reports N-1	-2 130	-855	-1 235
Détail restes à réaliser de dépenses	815	875	1 225
Détail restes à réaliser de recettes	268	118	175
Résultat de fonctionnement hors reports	1 816	2 238	2 161
Résultat d'investissement hors reports	1 275	-380	1 701
Résultat total hors reports	3 091	1 858	3 862
Résultat de fonctionnement (hors RAR)	4 441	5 277	5 338
Résultat d'investissement (hors RAR)	-855	-1 235	466
Résultat total hors RAR (FDR au 31/12)	3 586	4 042	5 803
Résultat (RAR compris)	3 039	3 285	4 754

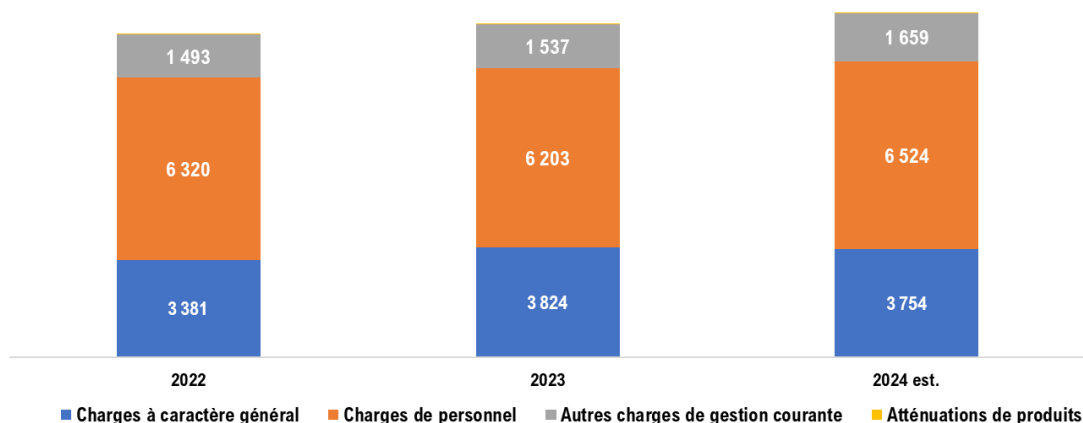
1.2. Évolution 2022-2024 des dépenses de fonctionnement

En K€	2022	2023	2024 est.	Evol. en volume		Evolution en %	
				2023	2024 est.	2023	2024 est.
Charges à caractère général	3 381	3 824	3 754	443	-70	13,1%	-1,8%
Charges de personnel	6 320	6 203	6 524	-116	320	-1,8%	5,2%
Autres charges de gestion courante	1 493	1 537	1 659	44	123	2,9%	8,0%
Atténuations de produits	10	9	14	-1	5	-14,0%	57,8%
Dépenses de gestion courante	11 204	11 572	11 950	369	378	3,3%	3,3%
Charges financières	193	302	286	109	-15	56,5%	-5,1%
Charges exceptionnelles	11	3	1	-8	-3	-72,7%	-83,3%
Autres charges	0	0	68	0	68		
Dépenses réelles de fonctionnement	11 408	11 877	12 305	469	428	4,1%	3,6%
Dépenses d'ordre	429	445	1 692	16	1 247	3,8%	280,1%
Dépenses totales de fonctionnement	11 837	12 322	13 997	486	1 675	4,10%	13,6%

Entre l'exercice 2022 et 2024, les dépenses de fonctionnement augmentent en moyenne de 3,9 % par an. Une augmentation principalement portée par :

- Les charges à caractère général qui augmentent de 372 k€ sur la période, soit une augmentation moyenne de 5,4 % par an. Toutefois, on observe des variations sur la période :
 - Entre 2022 et 2023, ce chapitre a fortement augmenté en raison de son exposition à l'inflation (+ 443 k€),
 - Entre 2023 et 2024, il est en réduction (-70 k€) résultant notamment de la baisse des charges d'énergie (-242 k€).
- Les charges de personnel qui augmentent de 204 k€ sur la période soit une augmentation moyenne de 1,6 % par an. Toutefois, on observe des variations sur la période :
 - Entre 2022 et 2023, les charges ont baissé en raison d'une importante fluctuation du nombre d'agents,
 - Entre 2023 et 2024, les charges augmentent en raison de l'augmentation du nombre d'agents.
- Les autres charges de gestion courante qui augmentent de 167 k€ sur la période. Entre 2023 et 2024, la progression est de 123 k€. Elle résulte essentiellement de l'augmentation :
 - De la contribution au SDIS (+31 k€),
 - Des indemnités des élus (+28 k€) dont la valeur du point d'indice,
 - Des autres contributions obligatoires (+23 k€) qui incluent l'augmentation de la participation communale à l'école Sainte-Thérèse afin de se mettre en conformité avec les obligations législatives.
- Les charges financières en 2024, comme en 2023, sont toujours supérieures aux charges financières observées en 2022. En raison notamment de l'évolution des taux pour les emprunts souscrits à taux variable (en 2024, les intérêts ont été de 368 k€ contre 381 k€ en 2023)

Structure des dépenses de gestion courante (en K€)



La structure des dépenses réelles de fonctionnement se maintient sur la période :

- Des charges de personnel qui représentent 53 % des dépenses en 2024, soit un taux inférieur aux communes de la même strate (64 %).
- Des charges à caractère général qui représentent 32 % des dépenses en 2024.
- Les autres produits de gestion courante qui représentent 13,5 % des dépenses en 2024.

1.3. Évolution 2022-2024 des recettes de fonctionnement

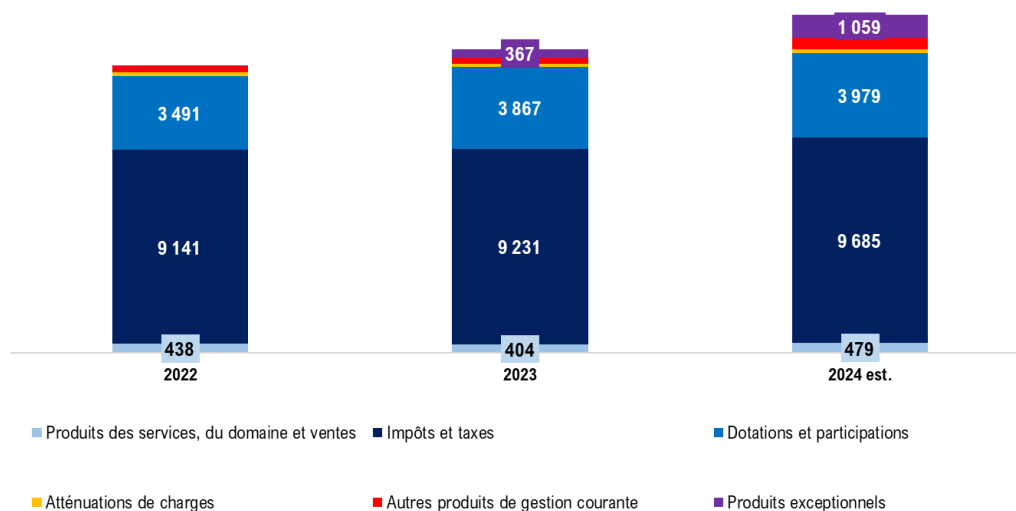
En K€	2022	2023	2024 est.	Evol. en volume		Evolution en %	
				2023	2024 est.	2023	2024 est.
Produits des services, du domaine et ventes	438	404	479	-34	75	-7,7%	18,5%
Impôts et taxes	9 141	9 231	9 685	91	454	1,0%	4,9%
Dotations et participations	3 491	3 867	3 979	375	112	10,7%	2,9%
Atténuations de charges	177	149	182	-27	33	-15,6%	22,0%
Autres produits de gestion courante	265	283	555	19	271	7,0%	95,7%
Recettes de gestion courante	13 511	13 935	14 880	424	945	3,1%	6,8%
Produits exceptionnels	38	367	1 059	329	692	875,6%	188,6%
Reprises sur provisions	0	164	50	164	-114		-69,5%
Recettes réelles de fonctionnement	13 549	14 466	15 989	917	1 523	6,8%	10,5%
Recettes d'ordre	103	94	169	-9	74	-8,7%	78,7%
Recettes totales de fonctionnement	13 652	14 561	16 158	908	1 597	6,7%	11,0%

Les recettes de fonctionnement augmentent de 2 160 k€ entre 2022 et 2024, soit une augmentation moyenne de 8,6 % par an. L'ensemble des recettes de gestion courante sont en augmentation, les plus marquantes étant :

- Les impôts et taxes, qui augmentent de 545 k€ sur la période.
- Les dotations et participations, qui augmentent de 487 k€ sur la période.
- Les autres produits de gestion, qui augmentent de 290 k€ sur la période, dont 271 k€ entre 2023 et 2024, résultant du produit relatif à la facturation de permis de louer, de financement d'actions sur les écoles, de remboursements de taxes foncières ou d'habitation, de remboursements de sinistres d'assurance

On constate en 2024 un important produit exceptionnel de 1 059 k€, qui correspond à la vente de biens immobiliers tels que le Labo, les Oliviers et la vente d'Aubépines.

Structure des recettes réelles de fonctionnement (en K€)



Au global, les recettes de la Ville sont principalement constituées :

- Des impôts et taxes qui représentent 60 % des recettes réelles de fonctionnement en 2024 ;
- Des dotations et participations qui représentent 25 % des recettes en 2024.

1.4. Évolution de la fiscalité

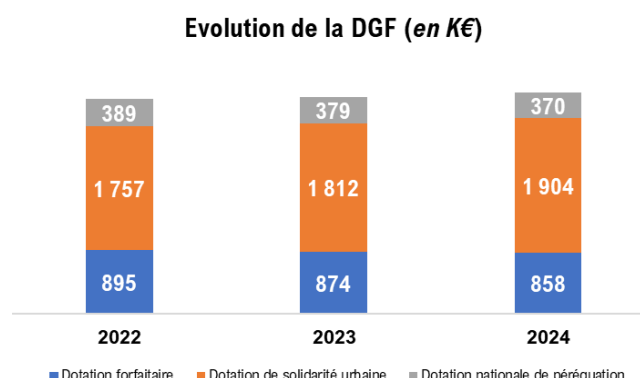
En K€	2022	2023	2024
Bases nettes TH (THRS & THLV)	1 320	1 702	1 850
<i>Evolution</i>	- 3,4%	+ 29,0%	+ 8,7%
<i>dont revalorisation forfaitaire</i>	+ 3,4%	+ 7,1%	+ 3,8%
<i>dont évolution physique</i>	- 6,6%	+ 20,4%	+ 4,7%
Taux TH	13,89%	13,89%	13,89%
Produit TH (THRS & THLV)	183	236	257
Bases FB	12 041	12 866	13 370
<i>Evolution</i>	+ 3,4%	+ 6,8%	+ 3,9%
<i>dont revalorisation forfaitaire</i>	+ 3,4%	+ 7,1%	+ 3,8%
<i>dont évolution physique</i>	+ 0,0%	- 0,2%	+ 0,1%
Taux FB	61,19%	61,19%	61,19%
Produit FB	7 375	7 877	8 187
Bases FNB	185	205	208
<i>Evolution</i>	- 3,5%	+ 10,8%	+ 1,3%
<i>dont revalorisation forfaitaire</i>	+ 3,4%	+ 7,1%	+ 3,8%
<i>dont évolution physique</i>	- 6,7%	+ 3,4%	- 2,4%
Taux FNB	93,97%	93,97%	93,97%
Produit FNB	174	193	195
Produit fiscal direct "ménages"	7 732	8 307	8 639
	+ 3,1%	+ 7,4%	+ 4,0%
Coefficient correcteur	0,7878	0,7878	0,7878
Application du coefficient correcteur	-1 618	-1 728	-1 804
Total fiscalité "ménages"	6 159	6 648	6 944
% évolution	2,5%	7,9%	4,4%
Compensation locaux industriels	250	267	312
Autre allocations compensatrices	56	57	58
Produit de la Taxe sur les Pylones	69	73	80
Produit fiscal direct total	6 229	6 721	7 024
	+ 2,5%	+ 7,9%	+ 4,5%

Les produits de fiscalité sont en progression sur l'ensemble de la période. Cette situation s'explique notamment par une forte progression de la revalorisation forfaitaire des bases s'établissant à 7,1 % pour l'année 2023 et 3,8 % pour l'année 2024.

Par ailleurs, entre 2023 et 2024, l'évolution physique est la suivante :

- En augmentation pour la Taxe d'habitation (+4,7 %), résultant principalement de :
 - L'augmentation des bases de la Taxe d'Habitation sur les logements vacants (+49 %), provenant de logements vides depuis plus de 2 ans (critère pour apprécier la vacance d'un logement), notamment ceux n'ayant pas de permis de louer.
 - Les bases physiques de la Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires étant en baisse (-14,2 %).
- En légère augmentation pour la Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) (+0,1 %), liée également à de nouvelles constructions ;
- En réduction pour la Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) (-2,4 %), résultant principalement d'une baisse des terrains à bâtir et assimilés.

1.5. Évolution de la dotation globale de fonctionnement



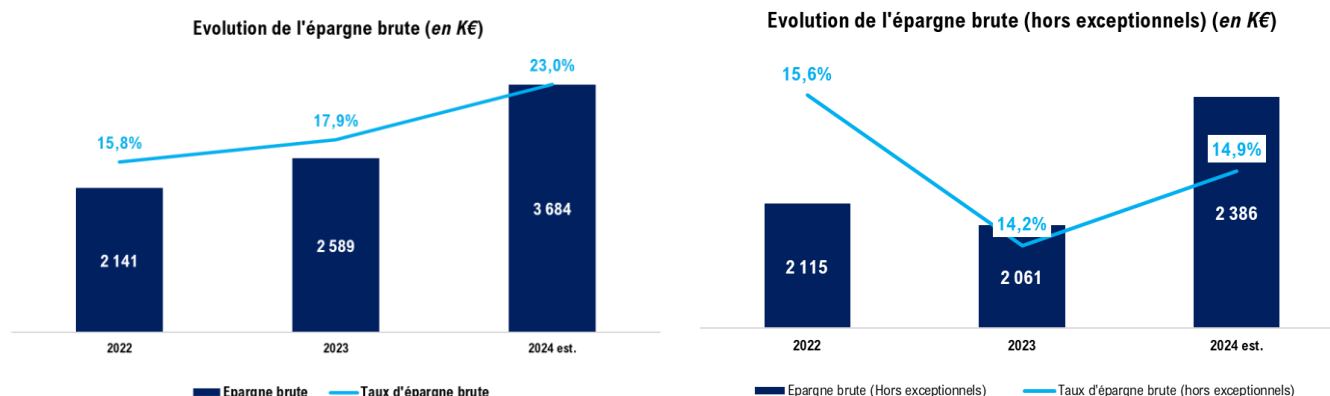
Dans l'ensemble, la dotation globale de fonctionnement (DGF) de la commune augmente de 92 k€ sur la période. Cette augmentation résulte de l'augmentation importante de la dotation de solidarité urbaine, les deux autres dotations étant en baisse sur la période.

La dotation de solidarité urbaine augmente de 92 k€ en 2024 en raison de l'augmentation de l'enveloppe nationale. Lors du vote de la loi de finances pour 2024, l'enveloppe de DSU a été majorée d'un montant supplémentaire. Cette majoration permet donc de répartir des montants plus importants entre les communes.

La dotation forfaitaire se réduit en raison d'une réduction de la population de la Ville.

La réduction de la dotation nationale de péréquation résulte de l'augmentation plus rapide du potentiel financier par habitant de la Ville comparativement aux communes de la même strate.

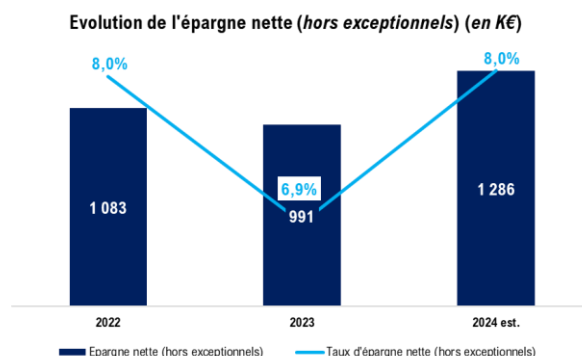
1.6. Évolution des soldes intermédiaires de gestion



L'épargne brute de la commune est en augmentation (+ 1 543 k€) sur l'ensemble de la période. Pour rappel, l'épargne brute inclut les charges et produits exceptionnels.

L'épargne brute retraitée (hors dépenses et recettes exceptionnelles) nous permet de constater une augmentation globale sur la période, malgré une baisse entre 2022 et 2023. Cette baisse de l'épargne brute s'explique par une hausse plus rapide des dépenses de la Ville hors exceptionnels (3,3 %) que des recettes hors exceptionnels (3,1 %). Au contraire entre 2023 et 2024, les recettes (+10,5 %) s'accroissent plus rapidement que les dépenses (+3,6 %).

L'augmentation de l'épargne brute retraitée en 2024 entraîne une hausse du taux d'épargne brute. Avec un taux se situant à 14,8 %, la Ville a un taux proche des Villes de taille comparable, soit 14,5 %.



L'épargne nette correspond à l'épargne brute à laquelle on soustrait le remboursement du capital de l'emprunt sur l'exercice. Elle reflète ainsi la capacité à financer directement les dépenses d'équipements. Le montant de l'épargne nette retraitée (hors dépenses et recettes exceptionnelles) augmente entre 2023 et 2024 en raison de l'augmentation de l'épargne brute (308 k€) et malgré le remboursement du capital de l'emprunt plus important de 13 k€ en 2024.

Le taux d'épargne nette retraitée de la Ville de Lézignan-Corbières est de 8,0 % en 2024, soit un taux légèrement inférieur aux 8,7 % des communes de la même strate de population.

1.7. Évolution de la section d'investissement

Evolution 2022-2024				Evol. en volume		Evol. en %	
En K€	2022	2023	2024 est.	2023	2024 est.	2023	2024 est.
Dépenses d'équipement brut	1 174	1 947	2 562	772	616	65,7%	32%
Autres dépenses	25	86	128	61	42	246,0%	48%
Dépenses d'investissement hors dette	1 199	2 033	2 690	834	657	69,5%	32%
Remboursement du capital de la dette	1 032	1 070	1 083	38	13	3,7%	1%
Dépenses réelles d'investissement	2 231	3 103	3 773	871	670	39,1%	22%
Dépenses d'ordre d'investissement	103	94	169	-9	74	-8,7%	79%
Dépenses totales d'investissement	2 335	3 197	3 942	862	745	36,9%	23,3%
Subventions d'équipement	458	612	168	154	-444	33,7%	-73%
Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	640	344	658	-296	315	-46,3%	92%
Excédent de fonctionnement capitalisés (1068)	1 017	1 403	2 100	386	697	38,0%	50%
Autres recettes	66	13	24	-53	12	-80,8%	
Recettes réelles d'investissement hors dette	2 180	2 371	2 951	190	580	8,7%	24%
Emprunt	1 000	0	1 000	-1 000	1 000	-100,0%	
Recettes réelles d'investissement	3 180	2 372	3 951	-809	1 579	-25,4%	67%
Recettes d'ordre	429	445	1 692	16	1 247	3,8%	280%
Recettes totales d'investissement	3 609	2 817	5 643	-792	2 826	-22,0%	100,3%

L'année 2024 est marquée par une augmentation des dépenses et des recettes d'investissement hors dette.

Concernant les recettes d'investissement, on observe :

- Une baisse des subventions conjoncturelles, observée dans la plupart des collectivités du bloc communal
- Une hausse des dotations, fonds divers et réserves. Ce chapitre contient les recettes de la taxe d'aménagement et le FCTVA. Ce dernier est en hausse en raison de la l'augmentation de l'investissement en 2023 (la Ville bénéficiant du régime de versement N-1).
- Une hausse de l'excédent capitalisé (correspondant à l'affectation du résultat)

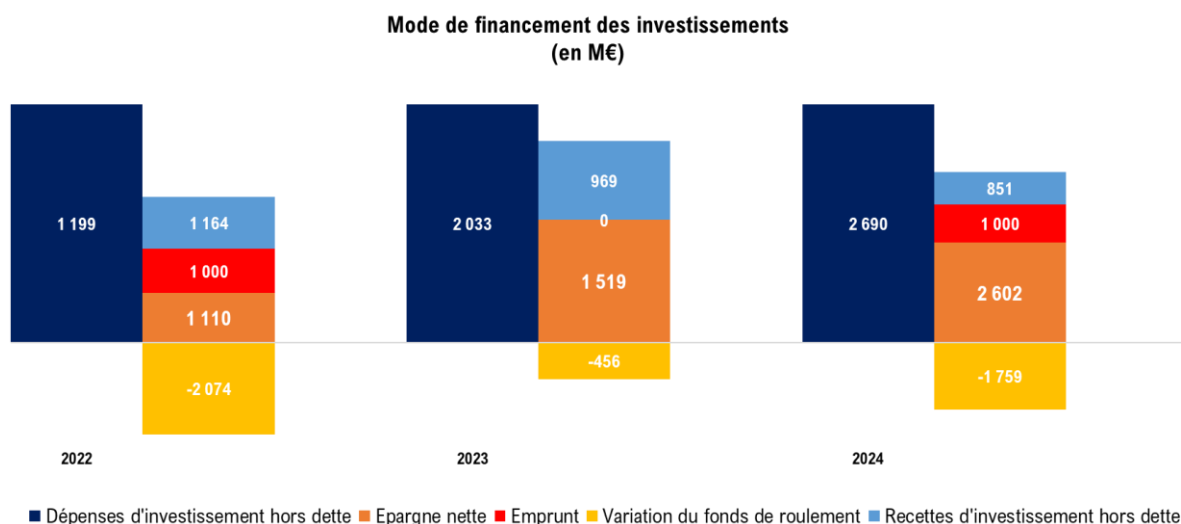
Le budget d'investissement étant voté par opérations d'équipement, les opérations concernées sont les suivantes :

Budget principal par opérations	Dépenses réelles d'investissement (avec reste à réaliser 2025 et hors excédents reportés)				
	BP24 + DM	réalisé	dont mandatés	E.N.S.	taux de réalisat°
10 - dotation fonds divers et réserves	120 000,00	105 817,58	105 817,58	0,00	88,18%
211 - opérations non affectées	480 341,82	201 512,41	201 512,41	0,00	41,95%
212 - acquisitions de terrains immeubles	265 768,00	7 176,00	7 176,00	0,00	2,70%
223 - travaux piscine	35 893,07	14 219,04	14 219,04	0,00	39,62%
234 - travaux écoles	449 638,32	205 769,08	205 769,08	0,00	45,76%
239 - travaux reboisement environnement	15 000,00	10 305,60	10 305,60	0,00	68,70%
246 - signalétique	101 910,06	59 957,47	59 957,47	0,00	58,83%
251 - équipements sportifs	138 710,20	83 510,63	83 510,63	0,00	60,21%
252 - cœur de ville	400 295,22	237 790,05	159 428,14	78 361,91	59,40%
254 - travaux batiments communaux	827 368,42	194 412,78	154 602,91	39 809,87	23,50%
255 -voies et réseaux diver	3 119 742,64	1 436 401,45	329 549,61	1 106 851,84	46,04%
257 - OPAH	46 995,00	19 614,00	19 614,00	0,00	41,74%
261 - vidéo surveillance	63 655,20	63 186,00	63 186,00	0,00	99,26%
27 - dépôt et cautionnement	26 000,00	22 249,64	22 249,64	0,00	85,58%
16 - emprunts	1 150 000,00	1 082 616,69	1 082 616,69	0,00	94,14%
TOTAL	7 241 317,95	3 744 538,42	2 519 514,80	1 225 023,62	51,71%

1.8. Mode de financement des investissements

En K€ (hors dépenses et recettes d'ordre)	2022	2023	2024	Total sur la période - 2022/2024	En % du total des modes de financement
Dépenses d'investissement hors dette	1 199	2 033	2 690	5 923	
<i>dont dépenses d'équipement brut</i>	1 174	1 947	2 562	5 683	
<i>dont autres dépenses</i>	25	86	128	239	
Recettes d'investissement hors dette	1 164	969	851	2 983	20,6%
<i>Dont subventions et dotations</i>	1 098	956	826	2 880	
<i>Autres recettes</i>	66	14	24	104	
Charge nette d'investissement	36	1 064	1 840	2 939	
Epargne brute	2 141	2 589	3 684	8 415	
<i>Epargne nette</i>	1 110	1 519	2 602	5 230	36,1%
Variation du fond de roulement	2 074	456	1 759	4 288	29,6%
<i>Fonds de roulement au 01/01</i>	1 512	3 586	4 042	9 140	
<i>Fonds de roulement au 31/12</i>	3 586	4 042	5 800	13 428	
Variation de la dette	-32	-1 070	-83	-1 185	
<i>Remboursement du capital de la dette</i>	1 032	1 070	1 083	3 185	
<i>Emprunt</i>	1 000	0	1 000	2 000	13,8%

Sur l'ensemble de la période analysée, les principaux modes de financement des investissements mobilisés sont l'épargne et le fonds de roulement.



2. Une programmation des investissements ambitieuse

1.1. Prévisions d'investissement

1.1.1. 2025 en détail

Programme en K€	2025
Axe 1. Déplacements et voiries	2 710 K€
Dont cours de la République	1 500 K€
Dont programme annuel de renforcement des voiries	700 K€
Axe 2. Habitat et cadre de vie	1 101 K€
Dont nouveaux locaux Police Municipale	550 K€
Axe 3. Gestion maîtrisée des ressources	552 K€
Axe 4. Entretien et valorisation du patrimoine	1 550 K€
Dont toitures et menuiseries bâtiments communaux (école Mistral, école Daudet, Maison Gibert, Conti, ...)	200 K€
Réhabilitation et restructuration de bâtiments communaux	500 K€
Dont travaux réhabilitation du centre-ville et subventions façades/aides économiques	300 K€
Eglise	300 K€
Axe 5. Enfance-social- sports et loisirs-culture	515 K€
Axe 6. Aéroport et projets structurants	175 K€
TOTAL	6 603 K€

Les prévisions d'investissement pour 2025 s'articulent essentiellement au niveau :

- De l'**axe 1** « Déplacements et voiries » dont la majorité des crédits alloués est dédiée au programme cours de la république (1 500 k€), mais aussi l'aménagement du parking Tourndeos ;
- De l'**axe 2** « Habitat et cadre de vie » avec notamment la plantation d'arbres au jardin public, la réhabilitation du bâtiment « Perucho » afin d'y installer la Police Municipale, les acquisitions de biens immobiliers, le renforcement et la modernisation du système de vidéosurveillance ;
- De l'**axe 4** « Entretien et valorisation du patrimoine » avec la fin des travaux de toitures de l'école F. Mistral, la construction d'un préau à l'école Dolto ; enfin la poursuite des travaux subventionnés via l'opération façades et les versements d'aides économiques à l'installation de commerces en centre-ville.
- De l'**axe 6** « Aéroport » et projet structurant, nous pouvons noter principalement l'aménagement d'une station carburant et la remise aux normes de la piste.

1.1.2. 2025-2026

Le PPI de la collectivité est structuré autour de 6 axes d'intervention. Parmi ces axes, la Ville consacre la majeure partie de ses dépenses aux programmes « Déplacements et voiries », « Habitat et cadre de vie » ainsi qu'à celui relatif à « l'entretien et la valorisation du patrimoine ».

Concernant le programme « Déplacements et voiries », celui-ci sera tourné vers l'aménagement du parking Minervois et la continuation du programme de réfection/réaménagement des rues de la collectivité.

Pour « l'Habitat et cadre de vie », la volonté principale sera la continuation des aménagements d'espaces verts/publics et le maintien d'une capacité financière en vue d'acquisitions immobilières.

Pour l'axe 3 « Gestion maîtrisée des ressources » ; celui-ci matérialisera la poursuite du relamping afin d'accentuer les économies d'énergies, la poursuite phasée du renouvellement du parc de véhicules communaux.

L'axe 4 « Entretien et valorisation du patrimoine » sera axé sur le réaménagement de bâtiments communaux, la poursuite des études liées à la réhabilitation du centre-ville (petite Ville de demain).

L'axe 5 « Enfance sociale et loisirs-culture » sera axé sur les travaux prévus sur les sites sportifs existants comme le stade de la Roumenguière.

Concernant l'axe 6 « Aérodrome et projets structurants » l'aménagement du taxiway, la continuation des études visant à la création d'un PEM sur le territoire et le reboisement de certains lieux feront partie des lignes directrices à réaliser.

Programme en K€	2025	2026
Axe 1. Déplacements et voiries	2 710 K€	800 K€
Dont cours de la République	1 500 K€	
Aménagement parking Minervois	50 K€	300 K€
Dont programme annuel de renforcement des voiries	700 K€	500 K€
Programme annuel de sécurité (abribus,...)	60 K€	
Axe 2. Habitat et cadre de vie	1 101 K€	410 K€
Programme annuel aménagement espaces publics	70 K€	70 K€
Programme annuel aménagement espaces verts	36 K€	30 K€
Acquisitions	150 K€	300 K€
Dont nouveaux locaux Police Municipale	550 K€	
Vidéosurveillance et équipements PM	104 K€	10 K€
Axe 3. Gestion maîtrisée des ressources	552 K€	175 K€
Matériel de propreté et de sécurité	18 K€	
Relamping	120 K€	100 K€
Modernisation action publique	131 K€	25 K€
Parc auto et matériel roulant / ST	240 K€	50 K€
Matériel animation	43 K€	
Axe 4. Entretien et valorisation du patrimoine	1 550 K€	1 450 K€
Dont toitures et menuiseries bâtiments communaux (école Mistral, école Daudet, Maison Gibert, Conti, ...)	200 K€	350 K€
Réhabilitation et restructuration de batiments communaux	500 K€	500 K€
Ascenseur ancien bâtiment CPAM	100 K€	
Etudes réhabilitation du centre-ville / Distillerie / IFAS	150 K€	300 K€
Dont travaux réhabilitation du centre-ville et subventions façades/aides économiques	300 K€	300 K€
Eglise	300 K€	
Axe 5. Enfance-social- sports et loisirs-culture	515 K€	350 K€
Rénovation gazon	100 K€	
Stade la Roumenguière (vestiaires)	300 K€	350 K€
Equipements sportifs	100 K€	
Changement lave vaisselle cantine	15 K€	
Axe 6. Aéroport et projets structurants	175 K€	25 K€
Aménagements aéroport et taxiway	80 K€	
PEM	70 K€	
Projets d'énergies nouvelles et environnement	25 K€	25 K€
TOTAL	6 603 K€	3 210 K€

1.2. Le financement des investissements

En K€ (hors dépenses et recettes d'ordre)	2022	2023	2024	2025
Dépenses d'investissement hors dette	1 199	2 033	2 690	6 603
<i>dont dépenses d'équipement brut</i>	1 174	1 947	2 562	6 603
<i>dont autres dépenses</i>	25	86	128	0
Recettes d'investissement hors dette	1 164	969	851	885
<i>Dont subventions et dotations</i>	1 098	956	826	885
<i>Autres recettes</i>	66	14	24	0
Charge nette d'investissement	36	1 064	1 840	5 718
Epargne brute	2 141	2 589	3 684	1 509
<i>Epargne nette</i>	1 110	1 519	2 602	369
Variation du fond de roulement	2 074	456	1 759	-5 300
<i>Fonds de roulement au 01/01</i>	1 512	3 586	4 042	5 800
<i>Fonds de roulement au 31/12</i>	3 586	4 042	5 800	500
Variation de la dette	-32	-1 070	-83	-1 092
<i>Remboursement du capital de la dette</i>	1 032	1 070	1 083	1 140
<i>Emprunt</i>	1 000	0	1 000	49

Pour financer l'investissement projeté dans le PPI 2025, la Ville de Lézignan-Corbières utiliserait trois leviers :

- **L'épargne dégagée en section de fonctionnement**
- **Le fonds de roulement**
- **L'emprunt, à hauteur de 49 k€ en 2025**

3. Une programmation pluriannuelle de la section de fonctionnement « prudente »

1.1. Dépenses de fonctionnement

1.1.1. 2025 en détail

En 2025, il est prévu une hausse des dépenses réelles de fonctionnement à hauteur de 5,7 %, justifiée par une forte augmentation des charges de personnel (+571 k€ par rapport à 2024). Cela résultant du recrutement de personnel pour palier aux départs et les simulations pour une mise en place éventuelle, après nouvel arbitrage, de la prime « pouvoir d'achat » matérialisent principalement cette augmentation.

Concernant les autres postes, on observe une croissance hors période de forte inflation et similaire à ce qui peut être observé dans d'autres territoires.

Les dépenses totales de fonctionnement sont en baisse par rapport à 2024, résultant de la baisse des dépenses d'ordre. Ces dépenses étaient particulièrement élevées en 2024 en raison de la cession d'immobilisations de la Ville.

En K€	2022	2023	2024 est.	2025 est.	Evol. en volume			Evolution en %		
					2023	2024 est.	2025 est.	2023	2024 est.	2025 est.
Charges à caractère général	3 381	3 824	3 754	3 798	443	-70	45	13,1%	-1,8%	1,2%
Charges de personnel	6 320	6 203	6 524	7 095	-116	320	571	-1,8%	5,2%	8,8%
Autres charges de gestion courante	1 493	1 537	1 659	1 742	44	123	83	2,9%	8,0%	5,0%
Atténuations de produits	10	9	14	14	-1	5	0	-14,0%	57,8%	2,5%
Dépenses de gestion courante	11 204	11 572	11 950	12 650	369	378	699	3,3%	3,3%	5,9%
Charges financières	193	302	286	289	109	-15	2	56,5%	-5,1%	0,8%
Charges exceptionnelles	11	3	1	0	-8	-3	-1	-72,7%	-83,3%	-100,0%
Autres charges	0	0	68	70	0	68	2			3,5%
Dépenses réelles de fonctionnement	11 408	11 877	12 305	13 008	469	428	703	4,1%	3,6%	5,7%
Dépenses d'ordre	429	445	1 692	414	16	1 247	-1 278	3,8%	280,1%	-75,5%
Dépenses totales de fonctionnement	11 837	12 322	13 997	13 422	486	1 675	-574	4,10%	13,6%	-4,1%

1.1.2. 2025 -2026

En K€	2022	2023	2024 est.	2025 est.	2026 est.	Evol. en volume				Evolution en %			
						2023	2024 est.	2025 est.	2026 est.	2023	2024 est.	2025 est.	2026 est.
Charges à caractère général	3 381	3 824	3 754	3 798	3 866	443	-70	45	68	13,1%	-1,8%	1,2%	1,8%
Charges de personnel	6 320	6 203	6 524	7 095	7 287	-116	320	571	192	-1,8%	5,2%	8,8%	2,7%
Autres charges de gestion courante	1 493	1 537	1 659	1 742	1 830	44	123	83	87	2,9%	8,0%	5,0%	5,0%
Atténuations de produits	10	9	14	14	14	-1	5	0	0	-14,0%	57,8%	2,5%	0,0%
Dépenses de gestion courante	11 204	11 572	11 950	12 650	12 997	369	378	699	347	3,3%	3,3%	5,9%	2,7%
Charges financières	193	302	286	289	248	109	-15	2	-40	56,5%	-5,1%	0,8%	-14,0%
Charges exceptionnelles	11	3	1	0	0	-8	-3	-1	0	-72,7%	-83,3%	-100,0%	
Autres charges	0	0	68	70	70	0	68	2	0			3,5%	0,0%
Dépenses réelles de fonctionnement	11 408	11 877	12 305	13 008	13 315	469	428	703	307	4,1%	3,6%	5,7%	2,4%
Dépenses d'ordre	429	445	1 692	414	414	16	1 247	-1 278	0	3,8%	280,1%	-75,5%	0,0%
Dépenses totales de fonctionnement	11 837	12 322	13 997	13 422	13 729	486	1 675	-574	307	4,10%	13,6%	-4,1%	2,3%

À l'horizon 2026, la prospective retient une évolution de :

- **2,5 % des charges de personnel pour intégrer le GVT (Glissement Vieillesse Technicité) et l'augmentation de la cotisation patronale à la CNRACL.**
- **1,8 % des charges à caractère général.**
- **5,0 % des autres charges de gestion courante.**

Les autres postes de charges restent stables, hors charges financières directement impactées par la mobilisation de la dette sur les autres exercices.

1.2. Recettes de fonctionnement

1.2.1. 2025 en détail

Les dotations et participations devraient progresser, notamment grâce à la revalorisation de l'enveloppe de DSU (Dotation de Solidarité Urbaine) au niveau national.

Les produits des impôts et taxes devraient se réduire (-1,6 %) par rapport à 2024, résultant de la baisse des DMTO qui avaient connu un pic dans les années post-Covid-19.

Concernant les produits des services, une baisse est envisagée pour l'année 2024 (-1,2 %), résultant d'une diminution des redevances.

Au global, les recettes de gestion courante sont projetées prudemment avec une réduction de 430 k€ entre 2024 et 2025, soit une baisse d'environ 2,9 %. Les recettes totales baisseraient de façon plus importante (-10,1 %), l'année 2024 ayant perçu des produits exceptionnels, à savoir la cession de biens immobiliers.

En K€	2022	2023	2024 est.	2025 est.	Evol. en volume			Evolution en %		
					2023	2024 est.	2025 est.	2023	2024 est.	2025 est.
Produits des services, du domaine et ventes	438	404	479	455	-34	75	-24	-7,7%	18,5%	-5,1%
Impôts et taxes	9 141	9 231	9 685	9 533	91	454	-152	1,0%	4,9%	-1,6%
Dotations et participations	3 491	3 867	3 979	4 037	375	112	58	10,7%	2,9%	1,5%
Atténuations de charges	177	149	182	156	-27	33	-26	-15,6%	22,0%	-14,4%
Autres produits de gestion courante	265	283	555	269	19	271	-286	7,0%	95,7%	-51,5%
Recettes de gestion courante	13 511	13 935	14 880	14 449	424	945	-430	3,1%	6,8%	-2,9%
Produits exceptionnels	38	367	1 059	0	329	692	-1 059	875,6%	188,6%	-100,0%
Reprises sur provisions	0	164	50	68	164	-114	18	-69,5%	35,0%	35,0%
Recettes réelles de fonctionnement	13 549	14 466	15 989	14 517	917	1 523	-1 472	6,8%	10,5%	-9,2%
Recettes d'ordre	103	94	169	13	-9	74	-156	-8,7%	78,7%	-92,5%
Recettes totales de fonctionnement	13 652	14 561	16 158	14 530	908	1 597	-1 628	6,7%	11,0%	-10,1%

1.2.2. 2025 -2026

S'agissant des perspectives à l'horizon 2026, les hypothèses retenues concernant l'évolution des recettes sont particulièrement prudentes (environ 0,7 %).

En K€	2022	2023	2024 est.	2025 est.	2026 est.	Evol. en volume				Evolution en %			
						2023	2024 est.	2025 est.	2026 est.	2023	2024 est.	2025 est.	2026 est.
Produits des services, du domaine et ventes	438	404	479	455	460	-34	75	-24	5	-7,7%	18,5%	-5,1%	1,2%
Impôts et taxes	9 141	9 231	9 685	9 533	9 634	91	454	-152	100	1,0%	4,9%	-1,6%	1,1%
Dotations et participations	3 491	3 867	3 979	4 037	4 037	375	112	58	0	10,7%	2,9%	1,5%	0,0%
Atténuations de charges	177	149	182	156	156	-27	33	-26	0	-15,6%	22,0%	-14,4%	0,0%
Autres produits de gestion courante	265	283	555	269	269	19	271	-286	0	7,0%	95,7%	-51,5%	0,0%
Recettes de gestion courante	13 511	13 935	14 880	14 449	14 555	424	945	-430	106	3,1%	6,8%	-2,9%	0,7%
Produits exceptionnels	38	367	1 059	0	0	329	692	-1 059	0	875,6%	188,6%	-100,0%	0,0%
Reprises sur provisions	0	164	50	68	68	164	-114	18	0	-69,5%	35,0%	35,0%	0,0%
Recettes réelles de fonctionnement	13 549	14 466	15 989	14 517	14 623	917	1 523	-1 472	106	6,8%	10,5%	-9,2%	0,7%
Recettes d'ordre	103	94	169	13	13	-9	74	-156	0	-8,7%	78,7%	-92,5%	0,0%
Recettes totales de fonctionnement	13 652	14 561	16 158	14 530	14 635	908	1 597	-1 628	106	6,7%	11,0%	-10,1%	0,7%

4. Grands équilibres financiers et soldes intermédiaires de gestion

	2022	2023	2024	2025	2026
Epargne brute (en K€)	2 115	2 061	2 386	1 512	1 310
Taux d'épargne brute	15,6%	14,2%	14,9%	10,4%	9,0%
Epargne nette (en K€)	1 083	991	1 304	371	167
Taux d'épargne nette	8,00%	6,85%	8,15%	2,56%	1,14%

L'épargne brute de l'année 2025 et 2026 se réduit par rapport à 2024. Toutefois, la projection est à considérer avec précaution :

- Les recettes, provenant du BP 2025, sont projetées avec prudence et font partie de la tranche basse et sûre du produit dont bénéficiera la commune en 2024 ;
- Les dépenses, provenant du BP 2025, sont aussi projetées avec prudence. Il convient de souligner que la mobilisation de l'emprunt sera « calée » en fonction des subventions obtenues et pourra être levé sur l'exercice en cours et sur l'exercice suivant.

5. Les budgets annexes

Les deux budgets annexes de la Ville sont des SPIC (Services publics industriels et commerciaux), à ce titre ils doivent s'autoéquilibrer grâce à leurs recettes propres et ne peuvent, sauf exception, bénéficier de versements en provenance du budget principal.

1.1. Budget Eau potable

1.1.1. Exercice 2024

	Eau potable		
	2022	2023	2024
Total des dépenses de fonctionnement	312 429	304 582	307 883
Total des recettes de fonctionnement	180 274	500 039	771 334
Reports	366 930	234 776	430 233
Total des dépenses d'investissement	311 343	172 450	443 941
Total des recettes d'investissement	726 195	330 719	255 067
Reports	- 270 757	144 094	302 363
Résultat de l'exercice N au 31/12	378 869	732 596	1 007 172
Encours de dette au 31/12	3 298 972	3 172 085	3 044 263

Les recettes de fonctionnement sont en augmentation sur l'ensemble de la période et atteignent 771 334 € en 2024. Cette augmentation est due au décalage instauré par la nouvelle DSP (Délégation de Service Public) mise en place en 2022, qui entraîne une perception différée de la surtaxe d'une année sur l'autre.

Les dépenses de fonctionnement restent relativement stables à 307 883 €, avec une légère hausse par rapport à 2023 (+3 301 €). Cela témoigne d'une maîtrise des coûts d'exploitation.

Les dépenses d'investissement augmentent significativement en 2024 (443 941 € contre 172 450 € en 2023), indiquant une relance des projets d'infrastructure ou de modernisation notamment au niveau du Cours de la République. Toutefois, les recettes d'investissement (255 067 €) ne couvrent pas totalement ces dépenses, ce qui peut nécessiter un financement complémentaire.

L'encours de dette poursuit sa diminution, passant de 3 172 085 € en 2023 à 3 044 263 € en 2024, soit une réduction d'environ 128 k€. Cela reflète un effort de désendettement progressif. Le résultat de l'exercice 2024 s'élève à 1 007 172 €, en augmentation sur l'ensemble de la période. Augmentant ainsi sa capacité à investir dans l'avenir.

En résumé, 2024 marque une reprise des recettes de fonctionnement et une relance des investissements, tout en maintenant une tendance à la réduction de la dette.

1.2. Budget Assainissement

1.2.1. Exercice 2024

	Assainissement		
	2022	2023	2024
Total des dépenses de fonctionnement	330 600	325 882	333 012
Total des recettes de fonctionnement	291 731	423 823	382 815
Reports	261 510	222 641	320 582
Total des dépenses d'investissement	227 205	276 171	365 219
Total des recettes d'investissement	283 724	283 724	328 829
Reports	42 337	140 291	147 844
Résultat de l'exercice N au 31/12	321 496	468 425	481 838
Encours de dette au 31/12	835 262	744 140	651 695

Les recettes de fonctionnement atteignent 382 815 €, dépassant les dépenses de fonctionnement (333 012 €) pour la première fois sur la période. Cette tendance est en partie due au décalage instauré par la nouvelle DSP, influençant la perception de la surtaxe.

Les dépenses d'investissement augmentent significativement en 2024 (365 219 € contre 276 171 € en 2023), signalant une accélération des projets d'amélioration des infrastructures d'assainissement.

Avec 328 829 € en 2024, les recettes d'investissement augmentent par rapport aux années précédentes, réduisant l'écart avec les dépenses d'investissement.

Le résultat de l'exercice connaît une légère progression, passant de 468 425 € en 2023 à 481 838 € en 2024. Résultant notamment de l'excédent dégagé en section de fonctionnement.

L'encours de dette poursuit sa diminution, passant de 744 140 € en 2023 à 651 695 € en 2024, soit une réduction d'environ 92 k€. Cet effort de désendettement se poursuit de manière constante depuis 2018.

2024 marque une année de transition avec une augmentation des investissements et une poursuite du désendettement.

6. La politique en matière de Ressources Humaines

1.1. Structure des effectifs

Les éléments chiffrés comparatifs figurant dans cette synthèse sont établis sur la base des effectifs moyens annuels présents et rémunérés. Ces effectifs comprennent les agents titulaires et stagiaires ainsi que les agents contractuels sur emplois permanents et non permanents.

2024	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C		Contractuel		Effectif total	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
	3	0,00	7,75	4,33	54,17	59,15	2,75	15,4	67,67	78,88

2023	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C		Contractuel		Effectif total	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
	3	0,50	7,58	4	54,40	57,50	4,28	10,34	69,26	72,34

2022	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C		Contractuel		Effectif total	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
	3	1	7	4	60	59	7	14	77	78

Evolution et structure des effectifs (en ETP)



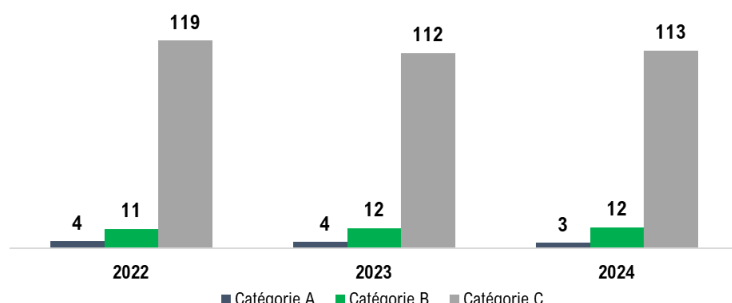
En 2024, les effectifs de la mairie de Lézignan-Corbières connaissent une légère augmentation par rapport à 2023, avec une hausse notable des effectifs féminins. L'effectif total s'élève à 146,55 agents (67,67 hommes et 78,88 femmes), contre 141,6 en 2023.

Cette croissance est principalement portée par une augmentation du nombre de femmes dans la catégorie C et parmi les agents contractuels, tandis que le nombre d'hommes contractuels continue de diminuer. On observe également une stabilité des effectifs masculins en catégorie A, alors que la présence féminine disparaît dans cette même catégorie.

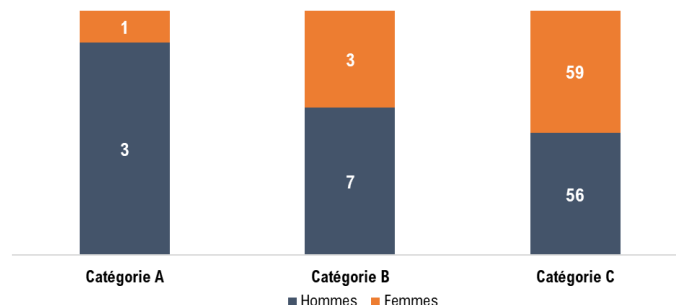
Comme les années précédentes, les agents sont majoritairement des fonctionnaires, bien que la part des contractuels féminins ait fortement augmenté en 2024. Cette évolution est notamment liée à une adaptation des besoins en personnel temporaire, notamment pour assurer le remplacement d'agents absents. Il convient également de noter que la structure des effectifs reste marquée par une répartition équilibrée entre hommes et femmes, bien que les tendances diffèrent selon les catégories.

Enfin, la proportion de femmes dans la collectivité continue de se rapprocher des tendances nationales de la Fonction Publique Territoriale, où elles représentent plus de 60 % des agents titulaires et stagiaires.

Evolution des effectifs moyens annuels titulaires et stagiaires par catégorie (en ETP)



Nombre de femmes et d'hommes en moyenne, par catégorie entre 2022 et 2024 (en ETP)



En 2024, la répartition statutaire des agents de la mairie de Lézignan-Corbières reste globalement stable par rapport aux années précédentes.

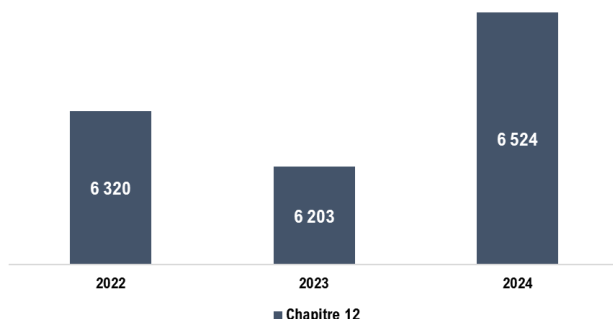
Les agents de catégorie C représentent toujours la majorité des effectifs titulaires et stagiaires, avec 88 % de l'ensemble. Les catégories B et A constituent respectivement 9,5 % et 2,5 % de l'effectif, marquant une légère augmentation des effectifs en catégorie A.

En ce qui concerne la répartition entre les hommes et les femmes, la parité reste bien représentée en catégorie C, bien que les hommes y soient légèrement plus nombreux (57 contre 44 femmes). Pour les catégories A et B, les hommes demeurent majoritaires, avec une présence plus marquée en catégorie A où ils occupent 100 % des postes. Cette répartition suit la tendance des années précédentes, où les postes de responsabilité restent davantage occupés par des hommes.

Ces évolutions appellent à une poursuite de la vigilance sur l'accès des femmes aux postes des catégories A et B, afin d'assurer une meilleure représentativité dans l'encadrement en gardant à l'esprit que ces variations sont soumises à deux éléments aléatoires l'ouverture de postes, mais aussi les profils de candidatures reçues à l'occasion des recrutements ouverts.

1.2. Structure de la rémunération et évolution prévisionnelle

Evolution du chapitre 012 (en K€)



En 2024, le Chapitre 012, qui regroupe les dépenses de personnel, atteint 6 523 k€, marquant une hausse de 5,2 % par rapport à 2023 (6 203 k€). Cette augmentation s'inscrit dans la continuité de la tendance globale observée depuis 2018, avec une progression régulière, à l'exception d'une légère baisse en 2023.

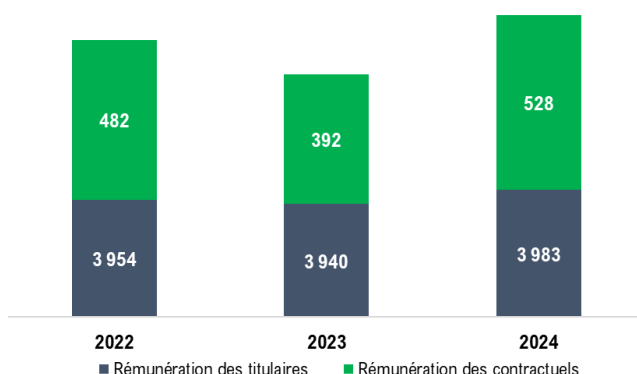
Cette évolution est principalement portée par la hausse des rémunérations des contractuels, qui passent de 392 k€ en

2023 à 527 k€ en 2024 (+34,5 %). Cette augmentation contraste avec la tendance baissière observée entre 2021 et 2023 et peut s'expliquer par un accroissement des recrutements temporaires pour répondre aux besoins ponctuels de la collectivité notamment dans le cadre de remplacement d'agents indisponibles.

Par ailleurs, la rémunération des titulaires progresse légèrement (+1,1 %), atteignant 3 983 k€, après une quasi-stagnation en 2023 par rapport à 2022. Cette augmentation s'expliquant par l'augmentation du nombre d'agents titulaires en 2024.

Ainsi, la hausse du Chapitre 012 en 2024 s'explique principalement par un renforcement du recours aux contractuels dans le cadre de remplacements indispensables à la continuité des missions, traduisant une adaptation des effectifs aux besoins de service, tout en conservant une maîtrise des coûts liés aux agents titulaires.

Evolution des rémunérations hors cotisations (en K€)



En 2024, la rémunération des agents connaît une hausse globale, portée principalement par l'attribution de 5 points d'indice supplémentaires sur décision de l'État.

La rémunération des titulaires atteint 3 983 k€, soit une légère progression de 1,1 % par rapport à 2023 (3 940 k€). Cette évolution marque une stabilisation après la baisse enregistrée entre 2022 et 2023, résultant de la baisse du nombre d'agents entre ces deux années.

En revanche, la rémunération des contractuels enregistre une hausse significative de +34,5 %, passant de 392 k€ en 2023 à 528 k€ en 2024. Après une forte diminution entre 2022 et 2023, cette augmentation traduit un recours accru aux agents contractuels, probablement pour répondre à des besoins ponctuels ou des remplacements.

1.3. Absentéisme

Le taux d'absentéisme pour l'année 2024 s'établit à 7,89 % contre 11,74 % en 2023. Le groupe Relyens, assurance des collectivités territoriales, estimait ce taux à 9,6 % pour l'année 2023 sur l'ensemble des collectivités territoriales. Si la mairie de Lézignan-Corbières présente un taux d'absentéisme inférieur, toute comparaison reste délicate au regard des différents modes de calcul.

EVOLUTION ABSENTEISME 2022 - 2024

Type d'absence	2022 (en jours)	2023 (en jours)	2024 (en jours)
Accident du Travail	1 173,0	343,0	713,0
ASA COVID	16,5	0,0	0,0
Congé Maladie Professionnelle	0,0	300,0	77,0
Longue Durée	730,0	915,0	366,0
Longue Maladie	1 688,0	1 289,0	524,0
Maladie Ordinaire	3 358,0	3 086,0	2 268,0
Total :	6 965,5	5 933,0	3 948,0
Congé Maternité	14,0	120,0	224,0
Congé Paternité	50,0	14,0	50,0
Total :	64,0	134,0	274,0
Total général	7 029,5	6 067,0	4 222,0
Taux d'évolution	16,59%	-13,69%	-30,41%

On constate une baisse significative du nombre total de jours d'absence en 2024, avec une diminution de 30,41 % par rapport à l'année 2023. Cette baisse notable s'explique principalement par la réduction des absences liées aux longues maladies et aux maladies ordinaires, qui avaient atteint des niveaux élevés en 2023. Le retour à des chiffres plus modérés en 2024 peut également être attribué à des mesures préventives et à une gestion plus efficace des arrêts de travail.

L'année 2024 est également marquée par une forte augmentation des absences liées aux accidents du travail, avec un total de 713 jours, contre 343 jours en 2023. Cette hausse peut s'expliquer par une reprise d'activités plus intense. Malgré cette augmentation, le nombre d'absences pour accidents du travail reste en deçà des niveaux de 2022 (1 173 jours), ce qui suggère que l'impact global reste limité.

Les absences liées à la COVID-19 ont disparu en 2024, après avoir représenté un nombre significatif de jours d'absence en 2020 et 2021. Cette disparition marque une normalisation de la situation sanitaire, permettant ainsi aux agents de reprendre leurs activités sans interruption liée à la pandémie. Cette évolution témoigne d'une adaptation réussie aux nouvelles conditions de travail post-pandémie.

Enfin, la gestion des congés maternité et paternité montre une tendance à la hausse en 2024. Les congés maternité ont atteint 224 jours, soit une augmentation par rapport aux 120 jours enregistrés en 2023. Les congés paternité ont également progressé, passant de 14 jours en 2023 à 50 jours en 2024. Cette hausse pourrait refléter une meilleure prise en compte des besoins des parents et une évolution des politiques de congé parental.

1.4. Avantages en nature

Les avantages en nature restent l'affectation d'un véhicule de fonction au DGS, dans le cadre de la réglementation qui l'autorise, et le logement de fonction à l'agent AFIS qui effectue la surveillance de l'aérodrome.

1.5. Heures supplémentaires

Année	Nombre d'agent	Nombre d'heures supplémentaires effectuées	Coût total pour la collectivité heures supplémentaires
2022	100	7 668,02	231 034,76 €
2023	77	5 538,24	168 877,64 €
2024	94	6 328,21	148 751,15 €

L'année 2024 présente un nombre d'heures supplémentaires en augmentation (+14,3 %) par rapport à 2023, mais pour un impact financier inférieur.

Il faut noter que l'année 2024 était exceptionnelle en nombre d'heures supplémentaires, notamment liées aux élections européennes et aux élections législatives.

En prenant en référence l'année 2022, le nombre d'heures supplémentaires est en baisse de 17,5 %.

1.6. Temps de travail

En 2024, le temps de travail dans la collectivité se décompose de la manière suivante :

Nombre de jours dans l'année	365 jours
Journées hebdo de repos 2 jours x 52 semaines	-104
Jours fériés moyens	-8
Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail	-25
Nombre de jours travaillés	228
Nombre de jours travaillés = Nb de jours x 7 heures	1 596 h Arrondi à 1600
Journée de solidarité	+ 7 h
Nombre total d'heures travaillées	1 607 heures

Pour 2025 :

Nombre de jours dans l'année	366 jours
Journées hebdo de repos 2 jours x 52 semaines	-104
Jours fériés moyens	-8
Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail	-25
Nombre de jours travaillés	229
Nombre de jours travaillés = Nb de jours x 7 heures	1 603 h Arrondi à 1600
Journée de solidarité	+ 7 h
Nombre total d'heures travaillées	1 607 heures

7. La gestion de la dette

1.1. Répartition, diversification et gestion du risque

	31/12/2023	31/12/2024	Variation
Encours consolidé	13 331 944,05	13 029 060,58	↘ -302 883,47
dont Principal	9 415 718,78	9 333 102,09	↘ -82 616,69
dont Eau	3 172 084,83	3 044 263,15	↘ -127 821,68
dont Ass	744 140,44	651 695,34	↘ -92 445,10
Nbre d'emprunts en cours	17	17	→ 0
Dispo. Ligne trésor.	0,00	0,00	→ 0,00
Durée résiduelle	14 ans 4 mois	12 ans 9 mois	↘ - 1 an 7 mois
Vie moy. Résiduelle	7 ans 4 mois	7 ans 1 mois	↘ - 3 mois
Taux moyen annuel	2,52%	2,86%	↗ + 0,34%
Taux act. Résiduel	2,16%	1,53%	↘ - 0,63%
Taux de marché	2,86%	2,08%	↘ - 0,78%
Marge moyenne	0,95%	0,87%	↘ - 0,08%

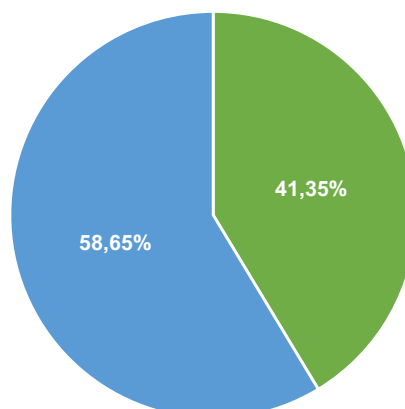
Au 31/12/2024, l'encours consolidé de la Ville s'est établi à 13 029 k€ réparti en 17 emprunts.

Le taux moyen pour l'exercice en cours est de 2,86 %, soit une augmentation de 0,34 point de pourcentage entre 2023 et 2024.

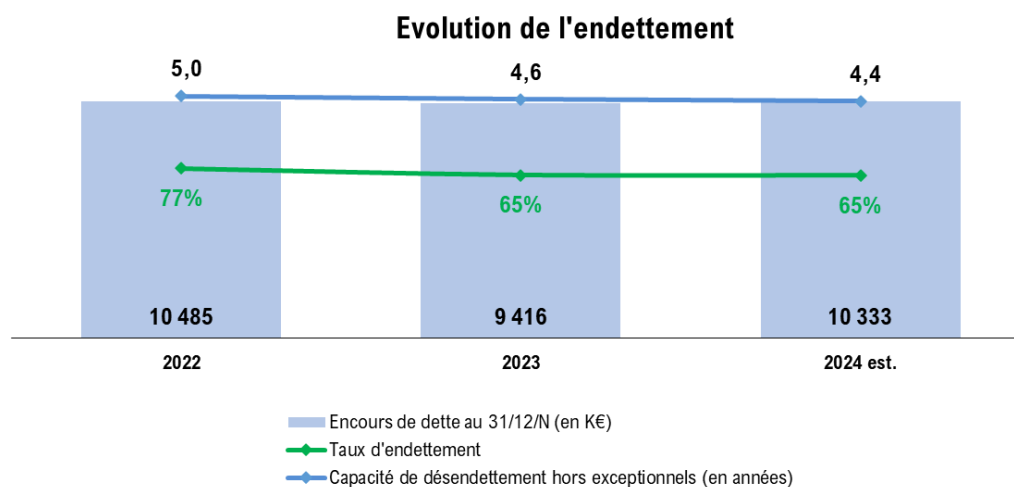
En 2024, la Ville a souscrit à 1 nouvel emprunt pour un montant de 2 000 k€ et à un taux de 3,42 %. En 2024, 1 000 k€ de l'emprunt ont été mobilisés.

En 2024, le taux indexé est le taux le plus représenté avec 58,65 % de l'encours du budget principal. Parmi les 7 emprunts à taux indexé, 6 sont indexés sur l'Euribor 3 mois et un seul sur le TAG 3 mois.

Type de taux	Capital restant dû (budget principal) a 31/12/2024	%
Fixe	3 859 352,09	41,35%
Indexé	5 473 750,00	58,65%



1.2. Évolution de l'endettement du budget principal



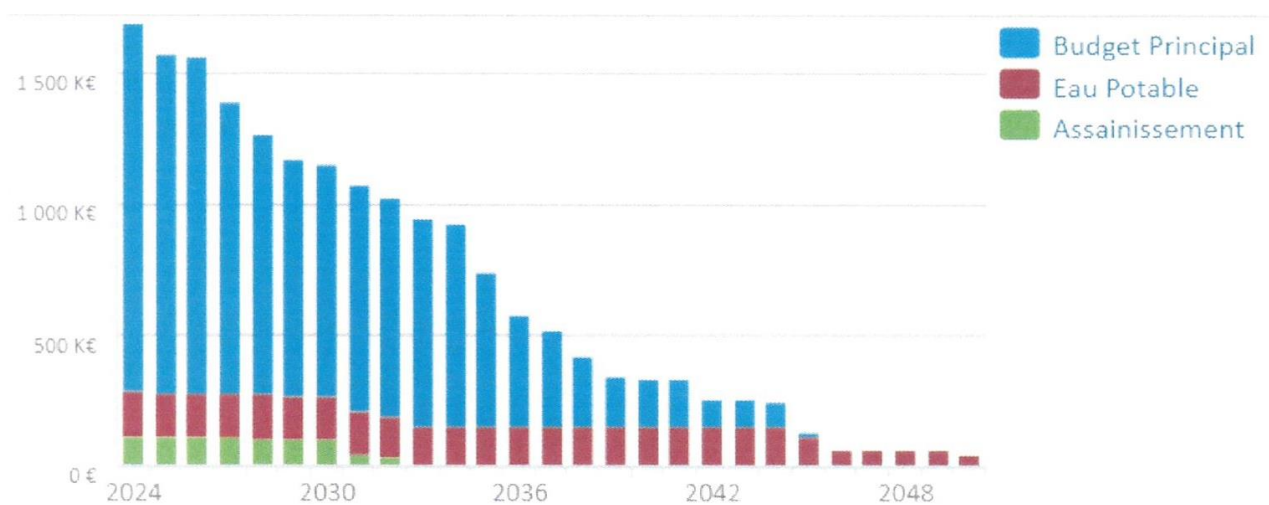
Pour rappel, la capacité de désendettement est le résultat de l'encours de dette divisé par l'épargne brute.

En 2024, malgré une augmentation de son encours de dette (+917 k€), la capacité de désendettement de la commune se réduit par rapport à 2023 pour atteindre 4,4 annuités. Cela s'explique par l'augmentation de l'épargne brute entre ces 2 années.

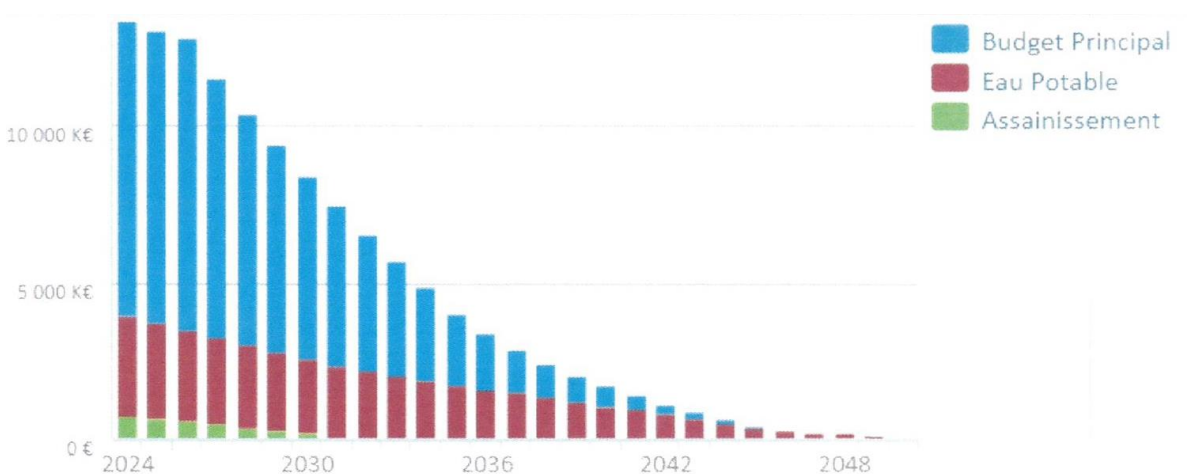
Sur toute la période 2022-2024, la capacité de désendettement de la commune reste bien en dessous du seuil prudentiel fixé entre 12 et 15 années.

La solvabilité de la Ville est bonne et les banques pourront continuer à financer ses projets.

1.3. Profil d'extinction de la dette au 31 décembre 2024



Extinction annuités/Budgets



Extinction Encours/Budget